

2.1 Valeur ajoutée

En 2019, la **valeur ajoutée** (VA) de l'économie nationale s'élève à 2 157 milliards d'euros, soit une croissance en valeur de 2,8 % par rapport à 2018, après + 2,6 % l'année précédente. Les entreprises en France – sociétés financières, sociétés non financières et entreprises individuelles – génèrent plus des deux tiers de la valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie (69 %).

Entre 1990 et 2019, la répartition de la valeur ajoutée selon les **secteurs institutionnels** évolue relativement peu : la part des entrepreneurs individuels a perdu 5,5 points, en faveur des ménages (+ 3,0 points) et des sociétés non financières (+ 2,5 points) (*figure 1*).

En 2019, 35 % de la VA est générée par les **branches** de l'information et communication, des activités immobilières, des services aux entreprises et des services aux particuliers et 18 % de la VA est produite par les branches du commerce, des transports, de l'hébergement et de la restauration. Viennent ensuite les services principalement non marchands (22 %) et l'industrie (13 %) (*figure 2*). Sur les neuf dernières années, cette répartition s'est stabilisée, mais sur longue période, la branche industrie est en repli continu (21 % de la VA en 1990). En contrepartie, la part des services principalement marchands non financiers est passée de 45 % en 1990 à 53 % en 2019.

Entre 2009 et 2019, la part de la branche de l'industrie manufacturière dans la valeur ajoutée totale recule légèrement en France (– 0,8 point). C'est également le cas en Espagne et au Royaume-Uni (*figure 3*). Dans l'UE à 28, cette part augmente de 0,9 point sur la même période. La plus forte hausse est observée en Irlande (+ 10,5 points) et la plus

forte baisse à Malte et en Roumanie (– 4,7 et – 4,3 points).

Le **produit intérieur brut** (PIB) s'obtient à partir de la somme des valeurs ajoutées brutes au prix de base des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, en ajoutant les impôts sur les produits (13,5 % de la VA en 2019) et en retirant les subventions correspondantes (1,1 % de la VA). Sous l'angle des revenus, la valeur ajoutée se partage entre les différents types de revenus bruts de l'ensemble des secteurs institutionnels. En 2019, la rémunération des salariés représente 57,6 % de la valeur ajoutée (– 0,3 point par rapport à 2009) et l'excédent brut d'exploitation (EBE) 33,5 % (+ 1,7 point par rapport à 2009). Entre 2009 et 2019, la part du **revenu mixte** des entrepreneurs individuels diminue de 1,0 point, et celle des subventions d'exploitation augmente de 1,1 point (*figure 4*). En 2019, sur les seules sociétés non financières, la part des rémunérations du travail diminue de 2,1 points. Elle retrouve presque son niveau de 2008, après avoir nettement augmenté pendant la crise (+ 3,3 points entre 2007 et 2014), puis diminué en 2015 (– 1,0 point). Le partage de la valeur ajoutée entre rémunération du travail et du capital s'était peu modifié entre 1990 et 2007 (– 1,6 point).

Au niveau européen, en 2019, la valeur ajoutée en volume de l'Italie reste encore inférieure à celle de 2008 (– 2,3 %). Au Royaume-Uni, en Allemagne et en France, elle est supérieure de plus de 10 % à celle de 2008 (respectivement + 15,7 %, + 13,9 % et + 11,2 %). En Espagne, elle, dépasse depuis trois ans son niveau de 2008 (+ 6,5 % en 2019) (*figure 5*). ■

Définitions

Valeur ajoutée (VA) : elle est égale à la valeur de la production diminuée des consommations intermédiaires. Elle est calculée hors taxes.

Secteurs institutionnels, branche, produit intérieur brut (PIB), **revenu mixte** : voir *annexe Glossaire*

1. Valeur ajoutée brute par secteur institutionnel en 2019

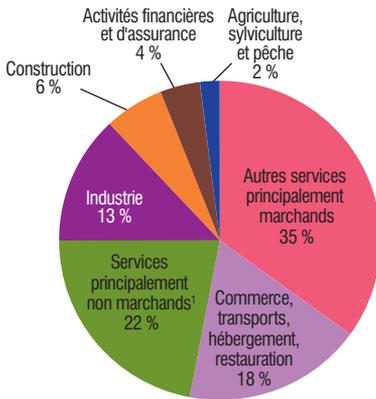
	1990	1995	2000	2005	2015	2018	2019	Prix courants 2019 (en milliards d'euros)
	(en %)							
Sociétés non financières	56,3	55,5	56,2	56,8	57,0	58,0	58,8	1 267,5
Sociétés financières	5,7	4,7	5,0	4,4	4,9	4,6	4,4	95,5
Administrations publiques	17,2	18,9	18,1	18,1	18,5	18,1	18,0	387,3
Entrepreneurs individuels	11,7	9,8	9,3	8,6	6,6	6,3	6,2	133,2
Ménages (hors entrepreneurs individuels) ¹	7,9	9,7	9,9	10,6	11,3	11,2	10,9	235,8
Institutions sans but lucratif au service des ménages	1,2	1,4	1,5	1,5	1,8	1,7	1,8	37,8
Ensemble de l'économie	100,0	2 157,1						

1. Y compris loyers imputés au sens de la comptabilité nationale.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

2. Valeur ajoutée brute par branche à prix courants en 2019

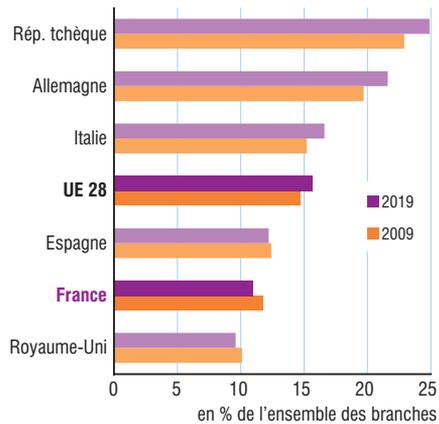


1. Administrations publiques, enseignement, santé humaine et action sociale.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

3. Part de la valeur ajoutée de la branche industrie manufacturière en Europe



Source : Eurostat (extraction des données le 22/04/2020).

4. Partage de la valeur ajoutée à prix courants

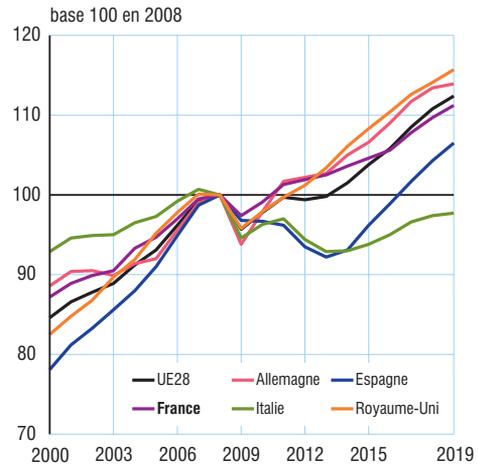
	1990	2000	2009	2019
	(en %)			
Rémunération des salariés	56,6	56,7	57,9	57,6
Salaires et traitements bruts	41,1	41,6	42,7	43,1
Cotisations sociales à la charge des employeurs	15,5	15,1	15,2	14,5
Excédent brut d'exploitation	31,6	31,9	31,8	33,5
Impôts sur la production	3,7	4,5	5,0	5,6
Subventions d'exploitation	-1,0	-1,0	-1,5	-2,4
Revenu mixte brut des entrepreneurs individuels	9,1	7,9	6,8	5,8
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0
	(en milliards d'euros)			
Valeur ajoutée brute	943,9	1 326,3	1 750,1	2 157,1
Impôts sur les produits ¹	124,1	169,3	203,1	291,9
Subventions sur les produits	-14,4	-17,0	-16,8	-23,3
Produit intérieur brut (PIB)	1 053,5	1 478,6	1 936,4	2 425,7

1. TVA, impôts sur les importations, TIPP, taxes sur les tabacs, sur les alcools, etc.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

5. Valeur ajoutée brute en volume



Source : Eurostat (extraction des données le 24/04/2020).